

Pakistan: Situation des minorités religieuses

Papier thématique de l'analyse-pays de l'OSAR

Florence Savioz

Weyermannsstrasse 10
Postfach 8154
CH-3001 Bern

Für Paketpost:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

PC-Konto
30-16741-4
Spendenkonto
PC 30-1085-7

Berne, le 31 août 2009

A propos de l'auteur: Florence Savioz a étudié la sociologie et l'anthropologie aux universités de Lausanne et de Berne. Elle a écrit un travail de mémoire de licence sur les Non-entrées en matière (NEM) en Suisse en décembre 2008. De mars à août 2009, elle a effectué un stage à la section analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR.

Impressum

EDITEUR	 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR Case postale 8154, 3001 Berne Tél.: 031 370 75 75 Fax: 031 370 75 00 E-mail: info@osar.ch Internet: www.osar.ch Compte CCP: 30-1085-7
AUTEUR	Florence Savioz
VERSIONS	Allemand/français
COPYRIGHT	© 2009  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne. Copies et impression autorisées sous mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Législation discriminatoire	2
2.1	Constitution	2
2.2	Lois sur le blasphème	3
2.3	Lois islamiques	4
3	Montée des groupes extrémistes islamistes	5
4	Situation des minorités religieuses	6
4.1	Minorités musulmanes	7
4.1.1	Ahmadis-Ahmadiyyas	7
4.1.2	Chiites	10
4.2	Minorités non-musulmanes	12
4.2.1	Chrétiens	13
4.2.2	Hindous	15
4.2.3	Sikhs	17

1 Introduction

L'Etat du Pakistan a été fondé en 1947, il est né de la division du sous-continent indien en deux Etats: l'Inde et le Pakistan. Le fondement idéologique de l'Etat pakistanais était d'offrir une patrie aux musulmans d'Inde. L'identité nationale n'était cependant pas basée sur une perception théocratique de l'Etat, il s'agissait plutôt d'une vision séculaire mettant l'accent sur la communauté musulmane et la volonté de la libérer de l'exploitation et de la discrimination de la part de la majorité hindoue en Inde.¹ Les minorités religieuses représentaient le 30 % de la population du Pakistan en 1947 et constituent moins de 4 % de la population lors du dernier recensement de 1998.²

Les croyances religieuses jouent un rôle important dans la vie quotidienne des Pakistanais.³ La grande majorité d'entre eux sont des musulmans sunnites. Il est difficile d'estimer avec précision le nombre de personnes qui appartiennent aux groupes religieux minoritaires. Elles préfèrent se montrer discrètes sur leur identité ethnique et leur appartenance religieuse lors de recensements étant donné les discriminations et les stigmatisations dont elles sont l'objet.⁴

Les cas de persécutions et de discriminations de la communauté ahmadie et de la communauté chrétienne sont les plus documentés. Les persécutions à l'encontre de la communauté chiite sont documentées par la presse locale essentiellement. Les associations engagées et les médias locaux témoignent des persécutions envers la communauté hindoue. La communauté sikh est minoritaire et n'est généralement pas perçue comme une quelconque menace. Les rapports de persécutions à leur encontre demeurent rares. La plupart des Bahaïs, Bouddhistes, Ismaïls et Parsis sont d'origine urbaine, hautement qualifiés et actifs dans le commerce. Leurs contacts cosmopolitains et leur pouvoir économique les préservent des discriminations.

Ce papier thématique est une analyse de la situation des minorités religieuses au Pakistan. Il s'appuie sur des sources standards⁵ dans le domaine des droits humains, sur des sources spécifiques au Pakistan ainsi que sur des informations qui nous ont été transmises par des experts de la question pakistanaise.

¹ Theodore Gabriel, *Christian Citizens in an Islamic State: The Pakistan Experience*, Ashgate Publishing Company, Burlington, USA, 2007.

² International Federation for human rights, *A long march for democracy and the rule of law 2007–2008*, janvier 2009: www.fidh.org/IMG/pdf/Pakistan514ang2008.pdf.

³ United States Department of State, *2008 Report on International Religious Freedom – Pakistan*, 19 septembre 2008: www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbf84d.html.

⁴ Minority Rights Group International, Dr. Iftikhar H. Malik, *Religious Minorities in Pakistan*, UK, septembre 2002, www.minorityrights.org.

⁵ Sources principales disponibles sur www.ecoi.net et www.refworld.org.

2 Législation discriminatoire

Des changements législatifs fondamentaux ont installé durablement les bases d'une islamisation du Pakistan sous le régime militaire du général Zia ul-Haq dans les années quatre-vingt. L'ensemble de ces changements favorise la majorité musulmane et relègue les membres de minorités religieuses au rang de citoyens de seconde zone.

2.1 Constitution

Depuis 1956, le Pakistan est déclaré République islamique. La troisième Constitution du Pakistan établie en 1973 reflète la solide influence que les islamistes ont eu dans les sphères légales et politiques. Elle établit, à son article 2, l'Islam en tant que religion d'Etat. Il s'agit d'une clause fondamentale qui n'était pas présente dans les deux Constitutions précédentes.⁶ La Constitution exige également que les lois soient en adéquation avec l'Islam, faisant de la charia (loi islamique) la loi suprême du pays.⁷ Certaines libertés fondamentales sont cependant explicitement octroyées aux citoyens: ils ont le droit de professer, pratiquer et propager librement leur foi. Ces libertés de religion sont néanmoins «soumises à la loi», ce qui signifie que d'autres législations peuvent réguler ces droits pour des raisons liées à l'ordre et à la morale publics.⁸ La liberté d'expression est elle aussi constitutionnellement sujette à des «restrictions raisonnables dans l'intérêt de la gloire de l'Islam».⁹

Selon les prescriptions de l'article 41 et de l'article 91 de la Constitution, le président et le Premier ministre pakistanais ont l'obligation d'être de confession musulmane. Le Premier ministre, les ministres fédéraux, les ministres d'Etat ainsi que les membres élus du Sénat et de l'Assemblée nationale (non-musulmans compris) doivent prêter serment et s'engager à préserver l'idéologie islamique.¹⁰ Les membres des minorités religieuses sont ainsi constitutionnellement écartés des fonctions dirigeantes au sein de l'Etat pakistanais.

L'amendement constitutionnel du président Zia ul-Haq à l'article 260 offre une définition exclusive de l'Islam en déclarant les Ahmadis non-musulmans du fait qu'ils n'acceptent pas le dogme de la finalité du Prophète Mahomet.¹¹ Les articles 298(b) et 298(c) sont généralement appelés loi anti-ahmadi car ils mettent en place une série de restrictions envers la communauté ahmadi.¹²

⁶ Hina Jilani, *Le Pakistan: perspectives pour la démocratie*, dans: *Les droits de la personne et le développement démocratique au Pakistan*, janvier 1998: www.dd-rd.ca/site/publications/index.php?id=1324&lang=fr&page=3&subsection=catalogue.

⁷ *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*: www.religlaw.org/template.php?id=931, United States Department of State, *2008 Country Reports on Human Rights Practices – Pakistan*, 25 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/49a8f165c.html.

⁸ Farooq Hassan, *Religious Liberty in Pakistan: Law, Reality, and Perception (A Brief Synopsis)*, 1^{er} janvier 2002: www.religlaw.org/docs/religlaw_1299.pdf.

⁹ United States Department of State, *2008 Report on International Religious Freedom – Pakistan*, 19 septembre 2008: www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbf84d.html.

¹⁰ United States Department of State, *2008 Country Reports on Human Rights Practices – Pakistan*, 25 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/49a8f165c.html.

¹¹ Minority Rights Group International, Dr. Iftikhar H. Malik, *Religious Minorities in Pakistan*, UK, septembre 2002, www.minorityrights.org. (Cf. p. 8).

¹² United States Department of State, *2008 Report on International Religious Freedom – Pakistan*, 19 septembre 2008: www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbf84d.html.

2.2 Lois sur le blasphème

La législation sur le blasphème est la pierre angulaire de la discrimination et de la persécution étatique envers les minorités religieuses. Plusieurs amendements implémentés sous le régime militaire du président Zia ul-Haq ont institutionnalisé de sévères discriminations à l'encontre des minorités religieuses. Deux nouveaux articles ont notamment été ajoutés à la loi sur le blasphème. Le texte initial de l'article 295 interdisait les actions délibérées outrageant les croyances religieuses de chacun. Par la suite, des règles strictes visant à empêcher tout blasphème contre le Coran et contre le Prophète ont été introduites. Selon l'article 295(b) ajouté par une ordonnance en 1982, le fait de profaner le Coran ou de l'utiliser d'une manière dénigrante est passible d'emprisonnement à vie: «*Quiconque souille, endommage ou profane délibérément un exemplaire du Saint Coran ou un extrait ou qui l'utilise de manière désobligeante ou dans un but illégitime sera puni de la réclusion à perpétuité.*»¹³ L'article 295(c) qui demeure le plus controversé a été introduit en 1986. Selon ce nouvel amendement, toute personne qui profane, même indirectement, le nom sacré du Prophète Mahomet sera emprisonnée à vie ou condamnée à mort: «*Quiconque aura, par ses paroles ou ses écrits, ou par des représentations visibles, ou par toute imputation ou allusion, directement ou indirectement, profané le nom sacré du Saint Prophète (que la paix soit sur Lui), sera puni de mort ou d'une peine de réclusion à perpétuité, assortie d'une amende.*»¹⁴

Les plaintes déposées en vertu des lois sur le blasphème ont généralement pour origine des querelles personnelles, elles sont déposées par des individus et parfois par des membres des autorités judiciaires. Les groupes extrémistes islamistes exploitent cette loi pour faire pression sur les membres des minorités religieuses.¹⁵ Dans de nombreuses mosquées il est enseigné que les personnes qui commettent un blasphème doivent être immédiatement tuées. Le fait de leur apporter une quelconque protection équivaut à un blasphème.¹⁶ Les accusations de blasphème sont généralement reçues sans la moindre vérification par la cour inférieure. De plus, aucune attention n'est portée à l'aspect «volontaire» de la profanation ou du blasphème. Les juges régionaux qui statuent sur les cas de blasphèmes subissent des pressions de la part des groupes extrémistes islamistes, qui emplissent la cour du tribunal lors des audiences et menacent les juges de représailles en cas d'acquiescement. Les juges des tribunaux régionaux inculpent donc invariablement les personnes accusées de blasphème. Selon le directeur de la commission des droits humains du Pakistan (NCJP) «ils ne peuvent pas prendre le risque d'acquiescer une personne».¹⁷ Une personne accusée à tort de blasphème peut passer des années en détention avant d'être acquittée par l'instance de recours.¹⁸ Rares sont les avocats

¹³ Amnesty International, Pakistan: les minorités religieuses sont insuffisamment protégées, Londres, mai 2001: www.amnesty.org/fr/library/asset/ASA33/008/2001/fr/583a1b91-d95a-11dd-a057-592cb671dd8b/asa330082001fr.pdf. Minority Rights Group International, Dr. Iftikhar H. Malik, Religious Minorities in Pakistan, UK, septembre 2002, www.minorityrights.org.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ International Crisis Group, Pakistan: Reforming the judiciary in Pakistan, 16 octobre 2008: www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/160_reforming_the_judiciary_in_pakistan.pdf.

¹⁶ Courriel de Salamat Bhatti, coordinateur de la fondation Pakistan Christian Peace, à l'OSAR le 19 août 2009.

¹⁷ International Crisis Group, Pakistan: Reforming the judiciary in Pakistan, 16 octobre 2008: www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/160_reforming_the_judiciary_in_pakistan.pdf.

¹⁸ Courriel de Shafiq Ahmad, journaliste pakistanais basé à Islamabad, à l'OSAR le 12 août 2009.

qui acceptent de défendre des cas d'accusation de blasphème par crainte de vengeance. Les conséquences d'une inculpation pour blasphème, même infondée, sont grandes pour un individu et peuvent engendrer une perte d'emploi et de réseau social.¹⁹ Tout homme musulman est autorisé à porter plainte contre une personne sur des allégations de blasphème alors que la loi interdit aux femmes et aux minorités de recourir à ce droit.²⁰ Suite à de nombreux abus, un amendement a cependant été promulgué en 2005, obligeant un officier supérieur à enquêter sur les dénonciations. Cette nouvelle loi n'est pas implémentée de manière conséquente ni uniforme, mais elle a engendré une diminution de nouveaux cas de blasphème.²¹

La *National Commission for Justice and Peace* du Pakistan estime que 537 personnes ont été accusées en vertu des lois sur le blasphème entre 1986 et 2003, 42 % d'entre elles étaient de confession musulmane et 58 % appartenaient à des minorités religieuses.²² Il semble que les minorités religieuses soient accusées de manière disproportionnée, étant donné qu'elles représentent environ le 4 % de la population.

2.3 Lois islamiques

Les droits des minorités ont été fortement compromis par l'introduction de mesures qui ont permis la mise en application de la charia pendant le régime du général Zia ul-Haq.²³ Un tribunal fédéral de la charia a été institué en 1973. Il a la compétence de vérifier la conformité de toute loi promulguée aux principes de l'Islam et il a également le pouvoir de rejeter une promulgation du Parlement.²⁴ En théorie il relève de la compétence de la cour suprême du pays, mais il équivaut selon l'*International Crisis Group* à un système judiciaire islamique parallèle.²⁵ Seuls des juges musulmans nommés par l'exécutif sont habilités à siéger au tribunal fédéral de la charia, trois d'entre eux peuvent être des religieux sans la moindre expérience judiciaire préalable.²⁶ Le tribunal fédéral de la charia sert également de cour d'appel pour les cas de *Hudood*. Les ordonnances *Hudood* qui ont été introduites en 1979 par un décret islamique criminalisent les relations sexuelles extraconjugales ainsi que plusieurs délits liés à la consommation d'alcool, aux jeux de hasard, à l'offense à la propriété privée ainsi que le viol (jusqu'en 2006). Les peines prescrites incluent des châtiments corporels tels que l'amputation des membres, la flagellation, la mort par lapidation pour l'adultère, ainsi que des peines de prison et des amendes.²⁷

¹⁹ Theodore Gabriel, *Christian Citizens in an Islamic State: The Pakistan Experience*, Ashgate Publishing Company, Burlington, USA, 2007.

²⁰ United States Department of State, 2008 Report on International Religious Freedom – Pakistan, 19 septembre 2008: www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbf84d.html.

²¹ United Kingdom, Home Office, Operational Guidance Note: Pakistan, 4 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/498971a02.html.

²² National Commission for Justice and Peace in Pakistan, lettre «agenda Item 3(a)», www2.ohchr.org/english/issues/minorities/docs/NCJP3a.doc.

²³ Theodore Gabriel, *Christian Citizens in an Islamic State: The Pakistan Experience*, Ashgate Publishing Company, Burlington, USA, 2007, p. 51.

²⁴ Theodore Gabriel, op.cit., p. 29.

²⁵ International Crisis Group, *Pakistan: Reforming the judiciary in Pakistan*, 16 octobre 2008: www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/160_reforming_the_judiciary_in_pakistan.pdf.

²⁶ Ibid.

²⁷ Freedom House, *Freedom in the World – 2008 – Pakistan*, 2 juillet 2008, www.freedomhouse.org/template.cfm?page=22&country=7464&year=2008 et International Crisis

3 Montée des groupes extrémistes islamistes

Selon l'*International Federation for human rights*, l'affaiblissement du système judiciaire pakistanais depuis mars 2007 a été utilisé par les groupes talibans et les fondamentalistes pour relancer les pressions et les violences envers les membres de minorités religieuses et pour établir une justice religieuse.²⁸ C'est le groupe *Tehrik-i-Taliban Pakistan* (TTP, mouvement des talibans pakistanais), fondé en décembre 2007, qui coordonnerait les activités d'un grand nombre de groupes talibans dans la zone tribale et dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest selon le rapport du *Crisis Group Asia*.²⁹ Les groupes talibans utilisent l'Islam comme un moyen de prise de pouvoir politique et sociale. Ils cherchent à réformer la société selon une orthodoxie islamiste forte. Pour ce faire, ils ont détruit des établissements scolaires, ciblent particulièrement les écoles de filles et exécutent fréquemment des membres de minorités religieuses. Selon la *National Commission for Justice and Peace*, 150 écoles de filles auraient été attaquées depuis 2006 dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest.³⁰ Les commerces qui sont perçus comme immoraux, tels que les magasins de musique ou de DVD ainsi que les barbiers sont la cible d'attaques de la part de groupes talibans. *Amnesty International* rapporte que les Talibans qui ont pris possession du district de Buner depuis le 21 avril 2009 ont interdit tout acte allant à l'encontre de l'interprétation restrictive de la loi islamique: la musique a été interdite, les filles de plus de sept ans sont contraintes de porter la burqa et les hommes de se laisser pousser la barbe. Les ONG de la région ont également été ciblées et menacées de représailles en cas de coopération avec les Etats-Unis.³¹

Les groupes talibans entretiennent une relation ambiguë avec la société et le gouvernement pakistanais. D'une part, ils ont été formés par la CIA et les services secrets pakistanais ISI avec lesquels ils gardent des liens privilégiés, d'autre part le gouvernement craint leur avancée vers la capitale Islamabad ainsi que leur influence croissante dans le pays, raison pour laquelle il est intervenu militairement en mai 2009. Au niveau sociétal, les talibans sont respectés par une partie de la population car ils comblent un vide judiciaire dans certaines régions du pays où le pouvoir gouvernemental est absent. Ils offrent également une perspective d'avenir aux étudiants de classes défavorisées qui sortent des écoles coraniques. Leur présence est importante dans la zone tribale, à la frontière afghane et dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest. Les groupes talibans sont financés par l'étranger, l'Arabie Saoudite notamment leur apporte une aide importante.³²

Group, Pakistan: Reforming the judiciary in Pakistan, 16 octobre 2008: www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/160_reforming_the_judiciary_in_pakistan.pdf.

²⁸ International Federation for human rights, A long march for democracy and the rule of law 2007-2008, janvier 2009: www.fidh.org/IMG/pdf/Pakistan514ang2008.pdf.

²⁹ Crisis Group Asia Report N° 164, Pakistan: The Militant Jihadi Challenge, 13 mars 2009, p. 12: www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/164_pakistan_the_militant_jihadi_challenge.pdf.

³⁰ Christian Solidarity Worldwide, Catholic girls' school latest casualty of violence in Pakistan, 9 octobre 2008: <http://dynamic.csw.org.uk/article.asp?t=press&id=783&search>.

³¹ Amnesty International, Pakistan: people of Buner at mercy of Taleban, 23 avril 2009: www.amnesty.org/en/for-media/press-releases/pakistan-people-buner-mercy-taleban-20090423.

³² Entretien de l'OSAR avec le Dr. Yahya Hassan Bajwa, spécialiste de la question pakistanaise, formateur en communication interculturelle et en dialogue interreligieux, le 14 août 2009. Il a monté plusieurs projets sociaux pour les filles et les femmes au Pakistan dont un bureau pour les droits humains avec un refuge pour les femmes. Voir: www.livingeducation.org.

4 Situation des minorités religieuses

Selon le *Country Reports on Human Rights Practices 2008*³³ du département d'Etat des Etats-Unis, la situation générale des droits humains demeure précaire et une législation discriminatoire touche particulièrement les femmes et les minorités religieuses au Pakistan. Les membres des minorités religieuses subissent diverses violences et harcèlements étatiques ainsi que sociétaux, et ne peuvent pas compter sur une protection de l'Etat pakistanais. Une culture d'impunité règne dans le pays: la police refuse de prévenir les actes de violence ou d'inculper les responsables, les procès sont menés avec d'importants retards, entraînant une longue détention avant le jugement, et la corruption est largement étendue aux sphères du gouvernement et des forces de police. *Amnesty International* dénonce également l'inaction de la police pakistanaise face aux menaces de violence et l'indifférence générale des autorités concernant les atteintes aux droits des minorités religieuses. Selon le rapport, l'Etat pakistanais n'intervient pas, même lors d'agressions imminentes, pas plus que pour enquêter ou poursuivre les responsables suite à des actes de violence.³⁴ Le *South Asia Human Rights Index 2008* met en évidence les discriminations et persécutions systématiques de la part de l'Etat dont sont victimes les minorités religieuses au Pakistan. Le rapport signale de nombreux kidnappings et assassinats de membres de minorités religieuses en raison de leur foi. Il critique lui aussi l'inaction de l'Etat pakistanais et l'impunité régnante.³⁵ Selon Salamat Bhatti, coordinateur de la fondation *Pakistan Christian Peace*, l'une des raisons de l'inactivité de l'Etat serait les liens étroits entre les groupes fondamentalistes et les partis politiques gouvernementaux, le PPP (Pakistan People Party) et la PML (Pakistan Muslim League). Le gouvernement serait en mesure de protéger les membres des minorités religieuses, mais il préférerait fermer les yeux afin de conserver les votes des groupes islamistes.³⁶

Les minorités religieuses pakistanaises souffrent également d'appartenir à des communautés pauvres et largement marginalisées. Celles qui vivent dans les zones où la présence de groupes islamistes et talibans est marquée sont particulièrement en danger, notamment dans la zone tribale et dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest.

Selon le rapport annuel 2009 de l'*USCIRF*, le gouvernement de Zardari a également pris quelques mesures positives concernant la liberté de religion. En novembre le gouvernement a nommé un éminent défenseur des droits des minorités Ministre fédéral pour les minorités. En mars 2009, un juriste chrétien a été nommé juge au tribunal de grande instance de Lahore. Depuis 2002, les minorités religieuses se sont jointes pour former un groupe politique: *All Pakistan Minorities Alliance*.³⁷

³³ United States Department of State, 2008 Country Reports on Human Rights Practices – Pakistan, 25 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/49a8f165c.html.

³⁴ Amnesty International, Pakistan: les minorités religieuses sont insuffisamment protégées, Londres, mai 2001: www.amnesty.org/fr/library/asset/ASA33/008/2001/fr/583a1b91-d95a-11dd-a057-592cb671dd8b/asa330082001fr.pdf.

³⁵ Asia centre for human rights, South Asia Human Rights Index 2008, 1^{er} août 2008: www.achrweb.org/reports/SAARC-2008.pdf.

³⁶ Courriel de Salamat Bhatti, coordinateur de la fondation Pakistan Christian Peace, à l'OSAR le 19 août 2009.

³⁷ United States Commission on International Religious Freedom, USCIRF Annual Report 2009 – Countries of Particular Concern: Pakistan, 1^{er} mai 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/4a4f27348.html.

Système éducatif. Le système éducatif pakistanais joue un rôle important dans la perpétuation des préjugés envers les membres des minorités religieuses. Dans l'instruction publique, les cours d'instruction islamique sont obligatoires pour tous les élèves jusqu'en 8^{ème} année. A partir de la neuvième année les élèves sont libres de choisir un cours d'instruction civique à la place, mais ils s'exposent à des discriminations de la part de leurs professeurs en choisissant cette option et ne le font que rarement. Les matières plus neutres, telles que la géographie ou l'histoire sont interprétées et enseignées de manière biaisée et occultent le rôle et la place des minorités religieuses. Le système éducatif pakistanais est à trois niveaux: les classes à hauts revenus fréquentent les institutions chrétiennes, bien réputées. La plupart des dirigeants du pays sortent de ces écoles dont 99 % des élèves ne sont pas de confession chrétienne. Les classes moyennes préfèrent l'école publique et les bas revenus fréquentent généralement les écoles coraniques, les madrassas qui sont pour certaines financées par l'étranger.³⁸ Contrairement aux idées reçues, seule une minorité des madrassas sont dirigées par des fondamentalistes. Cependant selon une recherche menée auprès de 488 étudiants pakistanais d'écoles privées, publiques et de madrassas de 10^{ème} années, les étudiants des madrassas montrent une propension plus élevée à l'intolérance interconfessionnelle et à l'intolérance envers les femmes.³⁹ Les diplômes de fin d'étude des madrassas privées ont été reconnus par le gouvernement sous le régime militaire de Zia ul-Haq, cette reconnaissance a engendré une prolifération de madrassas dans les années quatre-vingt. Dès lors environ 150 madrassas sont fondées chaque année. Selon le rapport de l'*Hindu American Foundation*, les estimations dénombrent actuellement 10'000 madrassas au Pakistan alors qu'il y en avait seulement 244 en 1956.⁴⁰ Les madrassas disposent d'un traitement fiscal préférentiel et représentent un moyen de promotion pour les personnes issues de milieux défavorisés.⁴¹

4.1 Minorités musulmanes

4.1.1 Ahmadis-Ahmadiyyas

Le mouvement ahmadi (ou ahmadiyya) a été fondé en Inde en 1889 par Mirza Ghulam Ahmad (1839-1908) qui est considéré comme le messie promis par l'Islam. Sa doctrine incorpore des éléments indiens, soufiques, islamiques et occidentaux. A la mort de son successeur Nur ad-Din, en 1914, la communauté s'est divisée en deux branches. La majorité reconnaît Ghulam Ahmad en tant que Prophète et demeure à Qadian, ils sont aussi connus sous le nom de mouvement ahmadiyya de Qadian. L'autre branche demeure plus proche du courant principal de l'Islam et considère Mirza Ahmad comme un réformateur. Leur communauté est communément dénom-

³⁸ Theodore Gabriel, *Christian Citizens in an Islamic State: The Pakistan Experience*, Ashgate Publishing Company, Burlington, USA, 2007, p. 31 à 34.

³⁹ The Heritage Foundation, *Backgrounder N° 2268*, Lisan Curtis and Haider A. H. Mullick, *Reviving Pakistan's Pluralist Tradition to Fight Extremism*, 4 mai 2009, p. 9: www.heritage.org/research/asiaandthepacific/bg2268.cfm.

⁴⁰ Hindu American Foundation, *Hindus in south Asia and the Diaspora: a survey of human rights 2008*, 13 mars 2009: www.hafsite.org/pdf/HHR2008.pdf.

⁴¹ Die religiöse Kräfte in Pakistan: Dynamik von Politik und Religion in der Weltgesellschaft, avril 2006: www.swp-berlin.org/common/get_document.php?asset_id=2969.

mées ahmadiyya de Lahore.⁴² Les Ahmadis diffèrent de la foi musulmane sur la définition de Mahomet en tant que dernier Prophète.⁴³

Le dernier recensement conduit au Pakistan en 1998 estime la population ahmadie à 0.22 % de la population totale, soit environ 291'174 personnes.⁴⁴ Selon l'*USCIRF Report 2008* publié en avril 2009, il y aurait 3 à 4 millions de fidèles de confession ahmadie au Pakistan.⁴⁵ Les Ahmadis vivent principalement dans le Punjab. Leur quartier général se situe dans la ville de Rabwah où 95 % de la population est ahmadie.⁴⁶ Les dirigeants du mouvement ahmadi sont basés à Londres, ils possèdent des programmes de télévision largement diffusés en anglais, allemand et ourdou depuis l'Angleterre. Les programmes en ourdou se concentrent sur des questions religieuses sur la *Muslim Television Ahmadiyya*. La diaspora ahmadie est importante et se situe dans 178 pays à travers le monde.⁴⁷

Persécutions étatiques. La persécution envers les Ahmadis est institutionnalisée, ils sont en effet confrontés à de sévères restrictions légales qui les empêchent de pratiquer librement leur foi. La législation pakistanaise s'attèle à marquer une différenciation aussi forte que possible entre la définition de la foi ahmadie et celle de la foi musulmane. En 1974, suite à des émeutes dans la province du Punjab, le président Zulfikar Ali Bhutto a introduit une modification de l'article 260 de la Constitution qui déclare officiellement les Ahmadis non-musulmans car ils ne croient pas en la finalité du Prophète Mahomet.⁴⁸ Suite à l'entrée en vigueur de cet amendement, de nombreux Ahmadis ont fui le pays. En 1984, les articles 298(b) et 298(c) qui sont communément appelés loi anti-ahmadi ont été ajoutés au code pénal. Ces articles interdisent formellement aux Ahmadis de se proclamer musulmans, de se référer à leur foi en tant que musulmane, de prêcher ou propager leur foi, de participer à toute pratique musulmane, de désigner leur lieu de culte comme une mosquée, de pratiquer le Ramadan, de distribuer leur matériel religieux ainsi que de réciter des prières islamiques en public. Ils ne sont pas non plus autorisés à participer au pèlerinage à la Mecque ni à enterrer leurs morts dans les cimetières musulmans. Les publications des Ahmadis sont interdites de vente, la circulation limitée est cependant tolérée.⁴⁹ En bref, toute démonstration de la foi ahmadie peut entraîner des

⁴² Encyclopedia.com, www.encyclopedia.com/doc/1E1-Ahmadiyy.html source citée par Home Office, Country of Origin Information Report – Pakistan, 16 avril 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/49edb45d2.html.

⁴³ Human Rights Watch, Pakistan: Pandering to Extremists Fuels Persecution of Ahmadis, 26 novembre 2007: www.hrw.org/en/news/2007/05/05/pakistan-pandering-extremists-fuels-persecution-ahmadis.

⁴⁴ Government from Pakistan, Statistics division, Ministry of economy affaire and statistic, Demographic indicators, 1998 census, Population by religion, www.statpak.gov.pk/depts/pco/statistics/other_tables/pop_by_religion.pdf.

⁴⁵ United States Commission on International Religious Freedom, USCIRF Annual Report 2009 – Countries of Particular Concern: Pakistan, 1^{er} mai 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/4a4f27348.html.

⁴⁶ United Kingdom, Home Office, Operational Guidance Note: Pakistan, 4 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/498971a02.html.

⁴⁷ Ahmadiyya Muslim Community, About: www.ahmadiyya.com.pk/about/.

⁴⁸ Minorities at Risk, Assessment for Ahmadis in Pakistan, 31 décembre 2003: www.cidcm.umd.edu/mar/assessment.asp?groupid=77001.

⁴⁹ United Kingdom, Home Office, Operational Guidance Note: Pakistan, 4 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/498971a02.html.

inculpations sous le coup de la loi anti-ahmadi. En cas de manquement à cette loi, ils risquent plus de 3 ans d'emprisonnement.⁵⁰

Diverses mesures étatiques ou semi-étatiques entravent la liberté de religion et d'expression de la communauté ahmadie. Entre juillet 2007 et juin 2008, plusieurs mosquées ont été fermées, profanées ou leur construction arrêtée. Au niveau des districts, le gouvernement refuse d'allouer des permis de construire pour des lieux de culte non-musulmans, particulièrement pour les Ahmadis. A la fin mai 2008, les habitants de la ville de Rabwah⁵¹ qui sont à 95 % musulmans ont célébré leur foi avec des vêtements traditionnels et des insignes munis de slogans religieux. Une plainte a été déposée par la police deux semaines plus tard contre la communauté entière au nom de la loi anti-ahmadi. En juin 2008, 23 ahmadis ont été expulsés d'une faculté de médecine à Faisalabad pour avoir prétendument prêché leur foi.⁵²

Selon l'*International Religious Freedom Report 2008*, le gouvernement pakistanais se sert du code pénal pour cibler et harceler les Ahmadis. Entre le 1^{er} juillet 2007 et le 30 juin 2008, 45 Ahmadis ont été accusés pénalement en raison de leurs croyances et de leurs pratiques religieuses: 7 en vertu des lois sur le blasphème, 23 en vertu des lois anti-ahmadi et 15 en vertu d'autres lois.⁵³ Selon *Human Rights Watch*, 350 Ahmadis ont été inculpés pour des raisons pénales entre 2000 et 2007. Les motifs d'inculpations comprennent entre autre: porter un t-shirt avec un slogan islamique, prévoir la construction d'une mosquée à Lahore, distribuer de la littérature ahmadie en public.⁵⁴

Persécutions non étatiques. Le site internet *thepersécution.org* rassemble mois après mois les articles de journaux nationaux et internationaux ainsi que les rapports qui rendent compte des persécutions subies par les membres de la communauté ahmadie au Pakistan et ailleurs. On dénombre chaque mois des assassinats, tentatives de meurtres, intimidations et détentions pour fausses accusations de blasphème à l'encontre de la communauté ahmadie pakistanaise.⁵⁵

Les attaques de la part des acteurs non étatiques ne sont pas réprimées par les autorités, la police n'apporte que peu de protection aux victimes selon l'*Operational Guidance Note: Pakistan*.⁵⁶ En juin 2008, la cour anti-terroriste du Punjab a acquitté cinq personnes arrêtées pour le meurtre de huit Ahmadis. La tuerie avait eu lieu en octobre 2005 pendant la prière du matin dans leur mosquée, faisant 8 morts et 20 blessés.⁵⁷ En septembre 2008, la télévision pakistanaise *Geo TV* a diffusé une

⁵⁰ Pakistan Penal Code (Acte XLV of 1860): www.ecoi.net/file_upload/1504_1216208197_pakistan-penal-code.pdf.

⁵¹ Le nom de la ville a été changé par le gouvernement en Chanab Nagar, car le nom «Rabwah» est mentionné dans le Coran.

⁵² United States Commission on International Religious Freedom, USCIRF Annual Report 2009 – Countries of Particular Concern: Pakistan, 1^{er} mai 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/4a4f27348.html.

⁵³ United States Department of State, 2008 Report on International Religious Freedom – Pakistan, 19 septembre 2008: www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbf84d.html.

⁵⁴ Human Rights Watch, Pakistan: Pandering to Extremists Fuels Persecution of Ahmadis, 26 novembre 2007: www.hrw.org/en/news/2007/05/05/pakistan-pandering-extremists-fuels-persecution-ahmadis.

⁵⁵ www.thepersécution.org.

⁵⁶ United Kingdom, Home Office, Operational Guidance Note: Pakistan, 4 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/498971a02.html.

⁵⁷ Ibid.

émission portant sur la décision du parlement pakistanais de déclarer les Ahmadis non-musulmans en 1974. Le présentateur de l'émission a encouragé ses invités à affirmer la nécessité de tuer les Ahmadis. Le lendemain, un éminent docteur ahmadi a été assassiné et le jour d'après un leader ahmadi local a été tué. Les auteurs de tels crimes sont rarement jugés selon l'*USCIRF Annual Report 2009*.⁵⁸

Le *Khatme Nabuwwat* (comité de défense de la finalité de la prophétie) a pour mission de propager la compréhension de la finalité du Prophète Mohamet. Le comité agit contre toute personne qui n'accepte pas la finalité du Prophète, qui est de ce fait considérée comme infidèle.⁵⁹ Une conférence du *Khatme Navuwwat* a été tenue à Lahore le 11 avril 2009, dans la mosquée centrale qui appartient au gouvernement du Punjab. Selon une affiche, l'organisation de la conférence qui prône entre autre la «destruction de tous les Qadianis du pays», aurait été financée par le gouvernement du Punjab.⁶⁰

Discriminations. Lors des élections, la communauté ahmadie est contrainte de s'enregistrer sur une liste séparée.⁶¹ La présentation d'un passeport, sur lequel la confession religieuse est inscrite, est également obligatoire lors de la participation à une votation. Les personnes qui souhaitent que la confession musulmane soit mentionnée sur leur passeport doivent jurer que le Prophète Mahomet est le dernier Prophète, dénoncer le fondateur du mouvement ahmadi et affirmer que ses partisans ne sont pas musulmans. Le président Musharraf avait aboli cette différence avant les élections de 2002, mais il est revenu sur sa décision entraînant un boycott de la part de la communauté ahmadie.⁶² En juillet 2007 la commission électorale du Pakistan a mis en place des listes électorales séparées pour les Ahmadis pour les élections de février 2008.⁶³

Les promotions sont limitées pour les Ahmadis dans la fonction publique, ils se heurtent à un «plafond de verre» et ne sont pas en mesure de monter dans la hiérarchie. Les jeunes ahmadis souffrent également de discrimination lors des procédures d'admission dans les grandes universités.⁶⁴

4.1.2 Chiites

Selon l'*International Religious Freedom 2008*, la communauté musulmane chiite représente environ 10 à 20 % de la population pakistanaise.⁶⁵ Elle est installée au Punjab principalement, avec une présence importante à Hyderabad, Karachi et Pes-

⁵⁸ United States Commission on International Religious Freedom, *USCIRF Annual Report 2009 – Countries of Particular Concern: Pakistan*, 1^{er} mai 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/4a4f27348.html.

⁵⁹ Parliamentary Human Rights Group Report, *Rabwah: A Place for Martyrs?*, janvier 2007: www.thepersecution.org/archives/phrg/index.html.

⁶⁰ *Persecution of Ahmadis in Pakistan*, New Report, avril 2009: www.thepersecution.org.

⁶¹ International Federation for human rights, *A long march for democracy and the rule of law 2007–2008*, janvier 2009: www.fidh.org/IMG/pdf/Pakistan514ang2008.pdf.

⁶² Ibid.

⁶³ International Crisis Group, *Pakistan: Reforming the judiciary in Pakistan*, 16 octobre 2008: www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/160_reforming_the_judiciary_in_pakistan.pdf.

⁶⁴ *Minorities at Risk, Assessment for Ahmadis in Pakistan*, 31 décembre 2003: www.cidcm.umd.edu/mar/assessment.asp?groupId=77001.

⁶⁵ United States Department of State, *2008 Report on International Religious Freedom – Pakistan*, 19 septembre 2008: www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbf84d.html.

hawar et également dans la zone tribale.⁶⁶ C'est la question de la succession du Prophète Mohamet qui a engendré un schisme entre chiites et sunnites au sein de l'Islam. A l'origine, les chiites étaient une fraction politique, *chi'at Ali* (le parti d'Ali) qui était partisane d'Ali, le cousin et gendre du Prophète Mohamet et le quatrième calife⁶⁷ de la communauté musulmane. Les chiites considèrent que les trois premiers califes ont institué des coutumes qui divergent des enseignements du Prophète, ils sont donc considérés comme illégitimes. L'assassinat d'Ali en 661, puis de ses fils Hassan et Hussein entraîna une séparation définitive entre chiites et sunnites.⁶⁸ Deux principales théories s'opposent concernant la question de la différence entre les deux mouvances religieuses. Selon la première, il n'y a pas de majeure différence doctrinale entre les deux confessions, il s'agirait avant tout d'une question politique qui concerne la succession du Prophète Mahomet. Selon l'autre théorie, soutenue essentiellement par les extrémistes de l'un ou de l'autre bord, la différence est réelle, multiple et irrémédiable.⁶⁹ Selon Dr. Yahya Hassan Bajwa, spécialiste de la question pakistanaise, les groupes chiites pakistanais sont bien organisés, armés, savent se défendre et possèdent eux aussi leurs groupes extrémistes.⁷⁰

Persécutations non étatiques. Les sunnites et les chiites cohabitaient harmonieusement dans la région jusque dans les années septante.⁷¹ Selon *BBC News*, les violences interconfessionnelles entre chiites et sunnites auraient coûté la vie à 4000 personnes entre la fin des années quatre-vingt et 2004.⁷² Dans le district de Dera Ismail Khan dans la province de la Frontière du Nord-Ouest, 540 chiites ont été tués suite à des violences interconfessionnelles depuis 2006.⁷³ Selon le rapport annuel 2009 de l'*USCIRF*, un niveau chronique de violence à caractère religieux de la part des sunnites envers les chiites perdure dans le pays. Certains de ces extrémistes sunnites ont des liens avec les groupes talibans et se sont engagés avec impunité dans l'assassinat de centaines de civils chiites. Les lieux de culte sont la cible d'attaques des groupes extrémistes sunnites. En février 2009, 22 personnes ont été tuées dans un bombardement perpétré dans les alentours d'une mosquée chiite à Dera Gazi Khan dans la province du Punjab. Le 27 mars 2009, 50 personnes ont été tuées et une centaine blessées lors du bombardement d'une mosquée pendant la

⁶⁶ Minority Rights Group International, Dr. Iftikhar H. Malik, Religious Minorities in Pakistan, UK, septembre 2002, www.minorityrights.org.

⁶⁷ Le calife est le souverain spirituel et temporel.

⁶⁸ Institute for Defence Studies and Analyses, Ashok D. Behuria, Sunni-Shia Relations in Pakistan: The Widening Divide, 13 mars 2004: www.idsa.in/publications/strategic-analysis/2004/jan/Ashok%20K%20Behuria.pdf; BBC News, Pakistan's Shia-Sunni divide, 1^{er} juin 2004: http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/3045122.stm.

⁶⁹ Minority Rights Group International, Dr. Iftikhar H. Malik, Religious Minorities in Pakistan, UK, septembre 2002, www.minorityrights.org.

⁷⁰ Entretien de l'OSAR avec le Dr. Yahya Hassan Bajwa, spécialiste de la question pakistanaise, formateur en communication interculturelle et en dialogue interreligieux, le 14 août 2009. Il a monté plusieurs projets sociaux pour les filles et les femmes au Pakistan dont un bureau pour les droits humains avec un refuge pour les femmes. Voir: www.livingeducation.org.

⁷¹ Institute for Defence Studies and Analyses, Ashok D. Behuria, Sunni-Shia Relations in Pakistan: The Widening Divide, 13 mars 2004: www.idsa.in/publications/strategic-analysis/2004/jan/Ashok%20K%20Behuria.pdf.

⁷² BBC News, Pakistan Shia-Sunni divide, 1^{er} juin 2004: http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/3045122.stm.

⁷³ The Heritage Foundation, Backgrounder N° 2268, Lisan Curtis and Haider A. H. Mullick, Reviving Pakistan's Pluralist Tradition to Fight Extremism, 4 mai 2009: www.heritage.org/research/asiaandthepacific/bg2268.cfm.

prière du vendredi dans la Khyber Agency. Le 5 avril 2009 un attentat suicide contre une mosquée chiite a tué 22 personnes et blessé de nombreuses autres.⁷⁴

La télévision étatique iranienne *Press TV* dénonce les graves abus à l'encontre des habitants de l'enclave chiite de Parachinar au nord-ouest du Pakistan en mars 2009. Ils ont été encerclés par des talibans qui ont barré les routes d'accès et entravent l'entrée de provisions. Les groupes militants liés aux Talibans auraient tué 25 à 30 personnes par jour au cours de 6 derniers mois, selon un récent article de *Press TV*. Depuis les années quatre-vingt les groupes extrémistes essaient d'éliminer les élites chiites au Pakistan et ils ont assassiné des centaines de chiites médecins, professeurs d'universités, avocats et officiers de police.⁷⁵

4.2 Minorités non-musulmanes

L'Islam a été projeté au cours des années en une idéologie d'Etat. Comme nous l'avons évoqué plus haut, une législation discriminatoire qui favorise la majorité musulmane est en place dans le pays, et les autorités pakistanaises n'apportent pas la protection nécessaire aux groupes religieux minoritaires.⁷⁶ Dans ce contexte ils sont la cible d'attaques fréquentes de la part de groupes extrémistes islamistes. La loi contre le blasphème sert d'outil légitimatoire de ces attaques.

Alors que la situation des Sikhs semble s'être améliorée ces dernières années, les violences envers les communautés chrétiennes se sont intensifiées en 2009. Les hindous sont également la cible d'attaques fréquentes. Les femmes hindoues et chrétiennes sont particulièrement en danger, elles sont victimes d'enlèvements, de violences physiques et sexuelles, de conversions ainsi que de mariages forcés. Les femmes musulmanes sont elles aussi fortement discriminées dans la société pakistanaise et les femmes des groupes religieux non-musulmans sont confrontées au double obstacle du genre et de la religion.⁷⁷

La communauté chrétienne et hindoue, ainsi que la communauté ahmadie subissent des entraves à l'accès aux études supérieures et à l'université. Des quotas limitent en effet le nombre de groupes religieux minoritaires dans l'enseignement supérieur.⁷⁸ En 2006, une étudiante chrétienne a porté plainte contre un règlement discriminatoire qui veut qu'un étudiant pakistanais qui a appris le Coran par cœur se

⁷⁴ United States Commission on International Religious Freedom, USCIRF Annual Report 2009 – Countries of Particular Concern: Pakistan, 1^{er} mai 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/4a4f27348.html.

⁷⁵ Press TV, Iran to probe into Parachinar «genocide», 7 février 2009: www.presstv.com/detail.aspx?id=84990§ionid=351020101, Press TV, Shias under siege in NW Pakistan, 26 mars 2009: www.presstv.ir/detail.aspx?id=89643§ionid=351020401, Press TV, Pak Shias suffer humanitarian crises, 11 juillet 2008: www.presstv.ir/detail.aspx?id=63350.

⁷⁶ United States Commission on International Religious Freedom, USCIRF Annual Report 2009 – Countries of Particular Concern: Pakistan, 1^{er} mai 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/4a4f27348.html.

⁷⁷ The Heritage Foundation, Backgrounder N° 2268, Lisan Curtis and Haider A. H. Mullick, Reviving Pakistan's Pluralist Tradition to Fight Extremism, 4 mai 2009: www.heritage.org/research/asiaandthepacific/bg2268.cfm.

⁷⁸ World directories of minorities, Hindus of Pakistan, www.faqs.org/minorities/South-Asia/Hindus-of-Pakistan.html.

voie créditer de 20 points supplémentaires lors de son examen d'entrée à l'université.⁷⁹

La communauté chrétienne a également fait face à des discriminations dans les camps de réfugiés lors des affrontements récents entre l'armée pakistanaise et les groupes talibans dans la vallée du Swat en mai 2009. L'accès aux camps de réfugiés a été refusé aux chrétiens par les autorités locales sous prétexte que les musulmans ne peuvent pas manger la nourriture préparée par les chrétiens. Ils ont été contraints de trouver des solutions alternatives de logement, mais ne recevront pas l'aide au retour de 230 euros par famille promise par le gouvernement. Cette aide est attribuée uniquement aux déplacés internes qui ont été enregistrés dans les camps de réfugiés selon le *Pakistan Christian Post*.⁸⁰

4.2.1 Chrétiens

Selon les chiffres officiels, le nombre de chrétiens s'élève à 2 à 3 % de la population pakistanaise, soit 4 à 6 millions de personnes. Des sources chrétiennes estiment que la communauté chrétienne représente le 13 % de la population du Pakistan.⁸¹ Diverses confessions chrétiennes cohabitent au Pakistan: catholiques, anglicans, presbytériens et protestants, dont environ une moitié de catholiques et de protestants. Depuis 1980, les anglicans, presbytériens et protestants ont formés l'«Eglise du Pakistan». Environ 90 % de la population chrétienne vit dans la province du Punjab. Dans cette région, chaque village compte quelques familles chrétiennes et plus d'une vingtaine de villages sont exclusivement chrétiens.⁸² L'écrasante majorité des chrétiens sont ouvriers agricoles souvent illettrés ou exercent des tâches subalternes dans les plus grandes villes de la province. Les chrétiens du Pakistan sont pour la plupart des descendants d'indiens de classe intouchable qui se sont convertis en masse au christianisme dans l'espoir de s'assurer de meilleures conditions lors de la colonisation de l'Inde par l'Angleterre.⁸³ Quelques chrétiens ont cependant de bonnes positions sociales: certains ont atteint le rang de ministres fédéraux ou provinciaux. Les villes principales telles que Lahore, Karachi, Peshawar, Quetta et les régions de Bahawalpur, Hyderabad et Rawalpindi ont toujours eu une importante communauté chrétienne engagée dans le secteur des services.⁸⁴

Les chrétiens sont victimes de multiples persécutions. L'association chrétienne *Portes Ouvertes*⁸⁵ qui soutient les chrétiens persécutés, affirme qu'en moyenne un chrétien est tué et un autre arrêté chaque mois au Pakistan, généralement sur la base de fausses accusations. Les enlèvements et les agressions physiques sont

⁷⁹ www.inxl6.org/article2912.php.

⁸⁰ Compass Direct News: Pakistan: Christians Pressed as Military Battles Taliban, 13 mai 2009: <http://compassdirect.org/en/display.php?page=news&lang=en&length=long&idelement=5918>. et Pakistan Christian Post, Nazir S. Bhatti, Ensure support payment to Christian IDP, s in the Swat Valley, 15 juillet 2009: www.pakistanchristianpost.com/viewnews.php?newsid=1446.

⁸¹ Courriel de Salamat Bhatti, coordinateur de la fondation Pakistan Christian Peace, à l'OSAR le 19 août 2009.

⁸² Theodore Gabriel, *Christian Citizens in an Islamic State: The Pakistan Experience*, Ashgate Publishing Company, Burlington, USA, 2007.

⁸³ International Religious Freedom Report 2006, Pakistan, 15 septembre 2006: www.state.gov/g/drl/rls/irf/2006/71443.htm.

⁸⁴ Courriel de Shafiq Ahmad, journaliste pakistanaise basé à Islamabad, à l'OSAR le 12 août 2009.

⁸⁵ Portes ouvertes, Au service des chrétiens persécutés, www.portesouvertes.fr/informer/maps/details2.php?iso=PK.

encore plus fréquents. Les femmes et les jeunes filles chrétiennes y sont particulièrement exposées.⁸⁶

Persécutions étatiques. Les chrétiens sont régulièrement victimes des lois sur le blasphème. Selon le journal pakistanais *Daily Times*, des groupes islamistes extrémistes ont envahi à plusieurs reprises des villages chrétiens en collaboration avec les forces étatiques afin de les piller et de brûler leur habitation suite à des accusations de profanation du Coran. En 1997, le village de Shantinagar-Tibba dans la division de Multan a été pillé et brûlé par 20'000 citoyens musulmans et 500 policiers suite à une accusation de supposée profanation du Coran. Les agents de police ont tout d'abord évacué la population chrétienne, soit 15'000 personnes, puis aidé les assaillants à détruire les maisons et les propriétés chrétiennes du village. En 2005, la communauté chrétienne de Sangla Hill dans le district de Punjab a vécu une journée de vandalisme et de violence extrême. Suite à des allégations de profanation du Coran, une foule de 3'000 personnes menée par des politiciens locaux et par la police, ont brûlé deux églises, une école dirigée par des missionnaires, deux hôtels et de nombreuses maisons appartenant à la communauté chrétienne.⁸⁷

Persécutions non étatiques. L'archevêque Lawrence Saldanha, président des évêques catholiques à la conférence de Lahore affirme qu'environ 500 familles chrétiennes ont reçu ou fait face à des menaces de mort de la part de groupes extrémistes au cours de l'année 2007.⁸⁸ Plusieurs communautés chrétiennes ont été récemment la proie d'attaques de la part de groupes islamistes. Ces attaques sont invariablement justifiées par la violation de la loi sur le blasphème. L'association *Aide à l'Eglise en Détresse*, œuvre catholique internationale, rapporte dans un article récent l'attaque par surprise le 22 avril 2009 de la communauté chrétienne de Taiser Town, un quartier d'une banlieue de Karachi où vivent environ 700 chrétiens. Un groupe d'hommes musulmans, munis d'armes ont pénétré au sein de plusieurs maisons, y ont saccagé des objets, brûlé des bibles, proféré des menaces puis ont finalement mis le feu à six habitations. Ils ont fait irruption dans la ville suite à une manifestation organisée par des chrétiens qui protestaient contre l'inscription de slogans talibans sur six églises interconfessionnelles de la région. Quatre personnes ont été blessées et un enfant est décédé des suites d'une blessure par balle à la tête.⁸⁹ L'association catholique témoigne également de l'attaque du village chrétiens de Bahmani Wala dans le Penjab, à 50 kilomètres au sud de Lahore. Le 30 juin 2009 500 hommes musulmans armés y ont saccagé les biens des habitants chrétiens et les ont chassé de leurs habitations. Une querelle de voisinage entre un chrétien et un musulman serait à l'origine de cet assaut.⁹⁰ Une centaine de maisons ont été

⁸⁶ Pakistan Security Research Unit (PSRU), Brief Number 37, The Christian Minority in Pakistan: Issues and Options, Shaun Gregory, 17 juillet 2008: <http://spaces.brad.ac.uk:8080/download/attachments/748/brief+37.pdf>.

⁸⁷ Daily Times, Editorial: Fear and shame on Gorja, 3 août 2009: www.dailytimes.com.pk/default.asp?page=2009%5C08%5C03%5Cstory_3-8-2009_pg3_1.

⁸⁸ United States Department of State, 2008 Country Reports on Human Rights Practices – Pakistan, 25 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/49a8f165c.html.

⁸⁹ Aide à l'Eglise en Détresse, «Pakistan: violentes attaques contre les chrétiens», 29 avril 2009: www.aed-france.org/actualite/a-la-une/2009/04/29/pakistan-les-attaques-contre-les-chretiens-menacent-de-gagner-l-e2%80%99ensemble-du-pays/.

⁹⁰ Aide à l'Eglise en Détresse, «Pakistan: village chrétien attaqué», 9 juillet 2009: www.aed-france.org/actualite/a-la-une/2009/07/09/pakistan-un-village-de-chretiens-attaque-au-nom-de-e2%80%99un-suppose-delit-de-blaspheme/.

endommagées et des objets de valeurs dépouillés lors de cette attaque.⁹¹ Le 1^{er} août 2009, une cinquantaine de maisons de l'enclave chrétienne de Gojra ont été réduites en cendres par environ 20'000 manifestants musulmans qui accusent les habitants chrétiens d'avoir profané le Coran lors d'un mariage. Sept personnes ont été brûlées vives et une cinquantaine de personnes blessées.⁹² Selon le *New York Times*, une commission indépendante de droits humains affirme que cette attaque a été planifiée par un groupe militant proche d'*Al Qaïda*.⁹³ Suite à ces événements, les autorités judiciaires étaient réticentes à notifier un rapport, il a fallu la pression de la population civile et des autorités locales pour que le cas soit enregistré.⁹⁴

Plusieurs pasteurs et hommes d'église ont été assassinés en plein jour par des militants de groupes extrémistes islamiste. Les responsables de ces assassinats ne sont jamais arrêtés ni menés devant la justice selon Salamat Batthi, coordinateur de la fondation *Pakistan Christian Peace*.⁹⁵

Selon plusieurs articles de presse rapportés par l'*International Religious Freedom Report 2008*, de nombreuses jeunes filles chrétiennes ont été enlevées, ont subi des violences physiques et sexuelles et ont par la suite été converties de force à l'Islam. En septembre 2008, l'auteur de l'enlèvement de deux jeunes filles chrétiennes et de leur conversion a obtenu la garde de la plus âgée d'entre elles, qui est devenue son épouse à l'âge de 13 ans, indique le *Christian Solidarity Worldwide*.⁹⁶ Entre 2006 et juillet 2008, 27 jeunes filles chrétiennes ont été enlevées et converties de force à l'Islam, selon la commission nationale pour la justice et la paix (NCJP).⁹⁷ Certaines femmes chrétiennes qui sont converties de force à l'Islam, voient leur mariage antérieur devenir nul, étant donné que le mariage d'une femme musulmane avec un non-musulman n'est pas reconnu par la loi.⁹⁸

4.2.2 Hindus

L'Hindouisme est la religion et la tradition culturelle majeure du sous-continent indien. Elle s'apparente davantage à un mode de vie et de pensée qu'à une structure dogmatique.⁹⁹ Selon le dernier recensement de 1998, 0.25 % de la population pakis-

⁹¹ Pakistan christian post (journal de Karachi, il couvre l'actualité et les sujets politiques d'intérêts pour les chrétiens pakistanais), «NCJP condemn attack on houses of christians», 2 juillet 2009: www.pakistanchristianpost.com/headlinenews.php?hnewsid=1228.

⁹² BBC News, Pakistan Christian die in unrest, 2 août 2009: http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/8179823.stm; CNN.com/Asia, Pakistan: Police patrol streets after Christians murdered: 2 août 2009: http://edition.cnn.com/2009/WORLD/asiapcf/08/02/pakistan.sectarian.violence/index.html?eref=editon_asia; The New York Time, Hate Engulfs Christians in Pakistan, 2 août 2009: www.nytimes.com/2009/08/03/world/asia/03pstan.html?_r=1&partner=rss&emc=rss.

⁹³ New York Times-Asia, Pakistan: Deadly Rioting Was Planned, Group Says, 4 août 2009:

www.nytimes.com/2009/08/05/world/asia/05briefs-Pakistan.html?_r=1&partner=rss&emc=rss.

⁹⁴ Courriel de Fr. James Channan, prêtre catholique coordinateur de l'United Religions Initiative, à l'OSAR le 19 août 2009.

⁹⁵ Courriel de Salamat Bhatti, coordinateur de la fondation Pakistan Christian Peace, à l'OSAR le 19 août 2009.

⁹⁶ Christian Solidarity Worldwide, Pakistan: Alleged kidnapper granted custody of Christian girl, 10 septembre 2008: <http://dynamic.csw.org.uk/article.asp?t=press&id=772&search=>.

⁹⁷ United States Department of State, 2008 Country Reports on Human Rights Practices – Pakistan, 25 février 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/49a8f165c.html.

⁹⁸ United States Department of State, 2008 Report on International Religious Freedom – Pakistan, 19 septembre 2008: www.unhcr.org/refworld/docid/48d5cbf84d.html.

⁹⁹ Encyclopedia, Hinduism: www.encyclopedia.com/topic/Hinduism.aspx.

tanaise serait hindoue, soit environ 330'000 personnes.¹⁰⁰ *BBC News* estime le nombre d'hindous au Pakistan à 2.5 millions. 95 % de la population hindoue vit dans la province du Sindh au sud-ouest du Pakistan.¹⁰¹ La plupart des hindous instruits et économiquement avantagés qui habitaient au Pakistan avant 1947 ont émigré vers l'Inde. Selon le *Centre for International Development and Conflict Management* de l'université de Maryland, les hindous qui demeurent au Pakistan vivent dans des milieux modestes, pauvres et ruraux, manquent d'instruction et n'ont guère de perspectives d'emploi. Ils sont sous-représentés dans les sphères gouvernementales et se contentent de travaux précaires.¹⁰² Cependant, comme le précise le *World directories of minorities* certains hindous vivant au Pakistan sont actifs dans le commerce et la fonction publique.¹⁰³

Persécutions non étatiques. Les hindous qui ne font pas partie des «religions du livre» sont la cible d'attaques fréquentes. Le rapport de l'*Hindu American Fondation* cité ci-dessus exprime son inquiétude face aux enlèvements répétés d'hindous. Environ un hindou serait enlevé chaque mois. L'Etat pakistanais n'apporte pas de protection satisfaisante à la communauté hindoue et certains de ses membres sont contraints de payer des gangs locaux pour qu'ils se chargent de leur protection.¹⁰⁴

Au Pakistan, les hindous sont particulièrement affectés par le travail en servitude. Ils travaillent pour de grands propriétaires terriens musulmans dans la province agricole du Sindh. La plupart de ces travailleurs exploités sont de jeunes enfants.¹⁰⁵

Les femmes hindoues sont vulnérables aux viols et aux agressions sexuelles. Les conversions forcées de jeunes filles hindoues sont également fréquentes dans la province du Sindh: elles sont enlevées, converties puis mariées de force. Plusieurs séminaires islamiques dans le Sindh encouragent les étudiants musulmans à convertir les jeunes filles hindoues. En cas d'arrestation les agresseurs se protègent en montrant un certificat qui confirme la volonté de la jeune fille de se convertir à l'Islam.¹⁰⁶

Discriminations. Le Pakistan abrite plusieurs anciens temples hindous ainsi que des lieux de pèlerinage. Seuls deux temples subsistent au nord-ouest de la ville de Peshawar. La plupart des temples hindous souffrent d'un manque d'entretien et sont sujets à de multiples attaques. Le gouvernement ne montre pas de volonté de préserver cet héritage culturel, il n'investit pas de fonds pour la réparation des temples et les vend pour des usages divers. En mai 2008, un temple centenaire a été vendu

¹⁰⁰ Joint NGO report to the UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD) for the examination of the 15th–20th periodic reports of Pakistan at the 74th CERD session in February 2009, *The Choice of reforms: The human rights situation of ethnic, linguistic, religious minorities, scheduled castes Hindus and indigenous people in Pakistan*: <http://storage.paxchristi.net/PUBLIC/2009-0029-en-ap-HR.pdf>.

¹⁰¹ *BBC News*, *Hindus feel the heat in Pakistan*, 2 mars 2007: http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/6367773.stm.

¹⁰² University of Maryland, Center for International Development and Conflict Management, *Minorities at Risk, Assessment for Hindus in Pakistan*, 31 décembre 2003: www.cidcm.umd.edu/mar/assessment.asp?groupId=77004.

¹⁰³ *World directories of minorities, Hindus of Pakistan*, www.faqs.org/minorities/South-Asia/Hindus-of-Pakistan.html.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Hindu American Foundation, Hindus in south Asia and the Diaspora: a survey of human rights 2008*, 13 mars 2009: www.hafsite.org/pdf/HHR2008.pdf.

¹⁰⁶ *Ibid.*

et transformé en un atelier de réparation de voitures et en juillet 2007, un temple de 400 ans d'âge a été transformé en hôtel.¹⁰⁷

4.2.3 Sikhs

Le Sikhisme est une religion monothéisme qui a été fondée par le Guru Nanak au 15^{ème} siècle dans le nord de l'Inde, l'actuel Pakistan. Cette religion est née de la rencontre entre l'Hindouisme et l'Islam. Les adeptes croient en un seul Dieu suprême, non genré, infini, absolu, créateur éternel. Le Sikhisme rejette toute forme de distinctions basées sur le genre, les castes, la couleur, la race ou encore le pays d'origine. Le mot «sikh» signifie étudiant, un Sikh demeure un éternel étudiant du sens de la vie. La base philosophique repose sur trois piliers importants: une vie honnête et un jour de travail honnête, partager avec les autres ce que Dieu et la vie nous a donné, et vivre sa vie pleinement – pas à demi mesure – avec une prise de conscience de l'infinité au sein de chacun de nous.¹⁰⁸ Environ 20'000 Sikhs vivent actuellement au Pakistan.¹⁰⁹ Ils sont d'ethnie punjabi pour la plupart et vivent dans des communautés traditionnelles à Karachi et dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest.

Persécutations étatiques. Les Sikhs sont en sécurité relative par rapport aux autres minorités religieuses au Pakistan.¹¹⁰ Une ordonnance qui autorise la registration des mariages prononcés selon la loi coutumière sikh a été promulguée en janvier 2008.¹¹¹ Certains membres de la communauté sikh ont atteint des places importantes dans la société pakistanaise au cours des dernières années. Dr. Minmpal Singh est devenu le premier médecin de la communauté sikh au Pakistan en juillet 2008.¹¹² Certains Sikhs ont également atteint des rangs de notoriété dans les forces armées pakistanaises.¹¹³

Persécutations non étatiques. La situation générale des Sikhs est une source de préoccupation, principalement à Peshawar où vit la majorité de la communauté sikh, à cause de la montée de fondamentalisme religieux combiné à de l'instabilité régionale. Un médecin traditionnel sikh a été kidnappé et tué dans la région semi-autonome du Khyber tribal.¹¹⁴ *IBN live* signale la migration forcée de 35 familles sikhs qui vivaient depuis des décennies à Orakzai Agency, dans la zone tribale suite à leur refus de payer une taxe islamique (jaziya) aux talibans en mai 2009. Des militants talibans ont alors démolé 11 maisons des membres de la communautés sikh et

¹⁰⁷ Hindu American Foundation, Hindus in south Asia and the Diaspora: a survey of human rights 2008, 13 mars 2009: www.hafsite.org/pdf/HHR2008.pdf.

¹⁰⁸ United Sikhs, Recognize the human race as one, First Global Sikh Civil Rights Report 2008: A Preliminary Civil Rights Report on the State of the Sikh Nation, www.unitedsikhs.org/rtt/sikhconf/FirstGlobalSikhCivilRightsReport.pdf.

¹⁰⁹ United States Commission on International Religious Freedom, USCIRF Annual Report 2009 – Countries of Particular Concern: Pakistan, 1^{er} mai 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/4a4f27348.html.

¹¹⁰ Courriel de Shafiq Ahmad, journaliste pakistanais basé à Islamabad, à l'OSAR le 12 août 2009.

¹¹¹ Indian Express, Sikhs get a separate marriage law in Pakistan, 25 janvier 2008: www.indianexpress.com/news/sikhs-get-a-separate-marriage-law-in-pakistan/265312.

¹¹² Courriel de Shafiq Ahmad, journaliste pakistanais basé à Islamabad, à l'OSAR le 12 août 2009.

¹¹³ United Sikhs, Recognize the human race as one, First Global Sikh Civil Rights Report 2008: A Preliminary Civil Rights Report on the State of the Sikh Nation, www.unitedsikhs.org/rtt/sikhconf/FirstGlobalSikhCivilRightsReport.pdf.

¹¹⁴ A Pakistan News, Pakistani Sikh killed in Pak tribal area, 26 novembre 2008: www.apakistannews.com/pakistani-sikh-killed-in-pak-tribal-area-92322.

d'autres biens, les forçant ainsi au départ.¹¹⁵ Un leader Sikh affirme que pour sa part, il paie 150'000 roupies (1850 US-Dollar) par an au groupe extrémiste *Lashkar-e-Islam* en échange de protection.¹¹⁶

¹¹⁵ IBN live, Sikhs flee Pak region after Taliban harassment, 1^{er} mai 2009:
<http://ibnlive.in.com/news/sikhs-flee-pak-region-after-taliban-harassment/91576-2.html>.

¹¹⁶ Courriel de Shafiq Ahmad, journaliste pakistanais basé à Islamabad, à l'OSAR le 12 août 2009.